GRAND CONSEIL NEUCHÂTELOIS – AMENDEMENT

À compléter par le secrétariat général du Grand Conseil lors de la réception du document déposé	Date	Heure	Numéro	Département(s)
	24.05.2021			DFDS
Annule et remplace				

Auteur(s) : Commission Éducation		Lié à :(obligatoire) ad 21.016
Titre : Amendement au projet de loi modifiant la loi sur la formation professionnelle (LFP)		
<i>(Initialement déposé par le groupe socialiste)</i>		
Contenu :		
<p>Article 63a (nouveau), alinéas 1 et 2 ; alinéa 3 (nouveau)</p> <p>Formation modulaire</p> <p>¹L'État <u>prend en charge</u> le coût de la formation modulaire qui mène à l'obtention d'un <u>premier</u> titre de formation professionnelle initiale, pour les formations des prestataires qu'il détermine, lorsque cette mesure apparaît proportionnée et de nature à maintenir ou insérer la personne bénéficiaire dans la vie professionnelle.</p> <p>²<u>L'État participe au coût de la formation modulaire pour les personnes déjà au bénéfice d'un premier titre. Cette prise en charge n'intervient alors, en principe, qu'à raison d'une moitié du coût et peut être soumise à des conditions plus restrictives.</u></p> <p>L'alinéa 2 du projet du Conseil d'État devient alinéa 3.</p>		
Motivation (facultatif) :		
Auteur ou premier signataire : <i>prénom, nom</i> (obligatoire) :		
Sarah Blum, présidente de la commission		
Autres signataires (<i>prénom, nom</i>) :	Autres signataires suite (<i>prénom, nom</i>) :	Autres signataires suite (<i>prénom, nom</i>) :